

ARRETE N°2014 011/MDENP/SG/DGSP portant
attributions, organisation et fonctionnement de la
Direction Générale du Secteur des Postes



LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DES POSTES

- Vu la Constitution ;
- Vu le Décret n° 2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le Décret n° 2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu le Décret n°2013-003/PRES du 02 janvier 2013 portant nomination d'un Secrétaire Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres ;
- Vu le Décret n° 2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu le décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;

Sur proposition du Directeur général du Secteur des Postes,

ARRETE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1: En application des dispositions des articles 50 et 51 du Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 Août 2013, portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale du Secteur des Postes sont régis par les dispositions du présent arrêté.

TITRE II : ATTRIBUTIONS

Article 2: La Direction Générale du Secteur des Postes est chargée de la conception et du suivi des politiques sectorielles et de l'élaboration des textes légaux et réglementaires relatifs au développement du secteur des postes.

A ce titre, elle est chargée :

- de définir la politique du Département dans le domaine des postes et suivre son application ;
- de définir les normes dans le domaine des postes et suivre leur application ;
- de préparer les projets de textes légaux et réglementaires relatifs au secteur postal et suivre leur application ;
- de veiller au développement de l'expertise nationale dans le domaine postal ;
- de préparer et suivre les accords, traités et conventions internationaux concernant les postes et auxquels le Burkina Faso est partie prenante ;
- de suivre la mise en œuvre du contrat plan Etat-SONAPOST ;
- de suivre la mise en œuvre du service postal universel ;
- de suivre les activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisation spécialisées relativement à ses attributions.

TITRE III: ORGANISATION

Article 3: Le Directeur Général du Secteur des Postes est chargé d'œuvrer à la réalisation des attributions définies à l'article 2.

A ce titre, il organise, coordonne, anime et contrôle toutes les activités de la Direction Générale.

Article 4: La Direction Générale du Secteur des Postes comprend outre le secrétariat, les directions suivantes :

- La Direction de la Coopération Postale (DCP) ;
- La Direction de la Réglementation Postale (DRP).

CHAPITRE I : Le secrétariat particulier de la Direction Générale

Article 5: Le secrétariat particulier de la Direction Générale est chargé :

- de l'organisation des audiences du Directeur Général;
- du traitement du courrier ;
- de la tenue des archives et des documents administratifs et réglementaires ;
- de la circulation de l'information entre les Directions internes de la Direction générale ;
- de la saisie, reprographie, classement des documents et archivage des dossiers ;
- de l'accomplissement de toutes autres tâches que lui confie le Directeur Général.

CHAPITRE II : La Direction de la Coopération Postale

Article 6: La Direction de la Coopération Postale est chargée :

- de préparer et de suivre, en relation avec la direction de la réglementation postale, la mise en œuvre des actes, résolutions et recommandations issus des réunions internationales, régionales et sous régionales impliquant directement et indirectement le secteur postal ;
- de veiller au respect des engagements liant le gouvernement du Burkina Faso à ses partenaires internationaux en matière postale ;
- de préparer la ratification des actes et conventions internationaux ;
- de la participation aux commissions d'attribution et de réception des marchés de biens et services pour le compte de la direction ;
- de gérer les relations avec les organismes internationaux, régionaux et sous régionaux traitant des questions de gouvernance postale ;
- de suivre la mise en œuvre des textes juridiques liant le gouvernement du Burkina Faso aux organismes internationaux du secteur (contrats, accords, conventions, etc.) ainsi que la prise en compte de toute modification ou tout amendement liés auxdits textes ;
- de coordonner et de suivre la participation du Burkina Faso aux activités des institutions et organisations spécialisées du secteur postal, telles que :

- l'Union Postale Universelle (UPU) ;
- l'Union Panafricaine des Postes (UPAP) ;
- la Conférence des Postes de l'Afrique de l'Ouest (CPAO) ;
- de rechercher auprès des pays amis des bourses de formation ;
- de rechercher des financements pour le développement du secteur postal du Burkina Faso ;
- d'exécuter toute autre mission confiée par le directeur général dans le cadre réglementaire.

CHAPITRE III : La Direction de la Coopération Postale comprend :

- le Service des Relations Internationales des Postes (SRIP) ;
- le Service de la coopération des Postes (SCP).

Article 7 : Le Service des Relations Internationales des Postes est chargé :

- de participer à la mise à jour du planning et du chronogramme annuel des activités statutaires internationales concernant le développement du secteur des postes ;
- d'assister à la collecte, à la synthèse et à la diffusion des statistiques postales au niveau mondial ;
- de suivre le règlement des contributions du Burkina Faso auprès des organisations spécialisées ;
- d'assister à la préparation et à la coordination de la participation du Burkina Faso aux différentes réunions dans le secteur des postes ;
- d'appuyer et suivre l'organisation des ateliers et séminaires nationaux du secteur ;
- de participer à la préparation des travaux des groupes et commissions d'études de l'UPU et autres organisations spécialisées dans le secteur des postes ;
- d'appuyer pour l'acquisition auprès des institutions spécialisées de documents (catalogues et publications) mettant en exergue les prospections et les innovations dans le secteur.

Article 8 : Le Service de la Coopération des Postes est chargé :

- de participer aux réunions des commissions mixtes de coopération entre le Burkina Faso et les pays partenaires ;
- de participer à la promotion et au suivi des engagements liant le Burkina Faso aux institutions spécialisées ;
- de participer à l'élaboration et à la conception des discours, comptes rendus et procès-verbaux relatifs aux réunions, conférences, symposiums ou sessions des conseils d'administration ;
- de participer à l'élaboration du rapport annuel sur l'état de la coopération dans le secteur des postes ;
- d'assurer la traduction en français des messages et textes reçus et écrits en langues étrangères ;

- de collaborer à la préparation des réunions et conférences internationales organisées par le Burkina Faso et à la rédaction des comptes rendus des procès-verbaux correspondants ;
- de participer à la coordination et à la ventilation au niveau national des recommandations et résolutions édictées par l'UPU et d'autres organisations ;
- de participer à la recherche de bourses d'études et de formation et du financement des projets de développement du secteur.

CHAPITRE IV : La Direction de la Réglementation Postale

Article 9: La Direction de la Réglementation Postale est chargée ;

- de suivre et de diffuser les nouvelles règles postales adoptées par l'UPU ;
- de veiller à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière postale, notamment le service postal universel ;
- de veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des contrats-plans entre l'Etat et l'opérateur postal désigné ;
- de définir les conditions en matière d'octroi de licence d'exercice de l'activité postale au Burkina Faso ;
- de définir les normes nationales en matière de collecte, d'acheminement et de distribution des envois postaux et de s'assurer de leur respect ;
- d'apporter les réponses adéquates aux questionnaires et enquêtes relatives au service postal universel et en rapport avec la politique gouvernementale dans le secteur postal ;
- d'exécuter toute autre mission confiée par la direction générale dans le cadre réglementaire.

Article 10 : La Direction de la Réglementation Postale comprend :

- le Service des Etudes Postales (SEP) ;
- le Service de la Réglementation Postale (SRP).

Article 11 : le Service des Etudes Postales est chargé :

- de suivre les projets initiés dans le secteur des postes ;
- de collecter et tenir à jour la documentation pertinente sur les aspects techniques en matière d'exploitation postale ;
- de collecter, traiter et mettre à disposition les données statistiques du secteur postal ;
- de participer au processus d'élaboration des textes législatifs et réglementaires en donnant un avis technique ;

- d'exécuter toute autre mission ou tâche administrative à lui confiée par le directeur, dans le cadre réglementaire.

Article 12 : le Service de la Réglementation Postale est chargé :

- d'initier les projets de textes législatifs et réglementaires et les études y relatives ;
- de suivre en relation avec l'autorité de régulation le processus de délivrance des autorisations et licences d'exploitation ;
- d'élaborer le rapport annuel sur la régulation du secteur des postes ;
- d'initier les avis juridiques requis de la direction ;
- de collecter et de tenir à jour la documentation sur la réglementation du secteur des postes ;
- d'assurer la conservation des textes législatifs et réglementaires du secteur des postes ;
- d'exécuter toute autre mission ou tâche administrative à lui confiée par le directeur, dans le cadre réglementaire.

TITRE IV : FONCTIONNEMENT

Article 21 : La Direction Générale du Secteur des Postes est placée sous l'autorité d'un Directeur Général nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

Article 22 : Le Directeur Général du Secteur des Postes veille à l'accomplissement des missions assignées à la Direction Générale par le décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 Août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes. A ce titre, il assure la coordination de la mise en œuvre de la politique nationale de promotion à l'accès à des services postaux modernes. Il gère le personnel de la Direction Générale.

Article 23: En cas d'absence du Directeur, l'intérim est assuré par un Directeur de service. Celui-ci est désigné selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

Article 24: Les Directions de la Direction Générale du Secteur des Postes sont animées et coordonnées par des directeurs de service nommés par Décret pris en Conseil des ministres sur proposition du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes.

Article 25: Les services de la Direction Générale du Secteur des Postes sont animés et coordonnés par des chefs de service nommés par arrêté du Ministre du Développement de l'Economie Numérique et des Postes sur proposition du Directeur Général du Secteur des Postes.

Article 26 : Les chefs de service veillent à la bonne exécution des tâches dévolues à leurs services respectifs. Ils sont responsables des agents placés sous leur autorité.

TITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 27 : Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires prend effet pour compter de sa date de signature.

Article 28 : Le Secrétaire Général du Ministère et le Directeur Général du Secteur des Postes sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ampliations :

- Cabinet
- SGG-CM/(J.O.)
- Toutes structures du MDENP
- I.T.S
- Archives.



Ouagadougou, le

05 MAR 2014

Pr Jean KOULIDIATI

Officier de l'Ordre National